



La Convention

DISCOURS DE BERNARD CAZENEUVE

Réunion publique | Créteil, 10 juin 2023

Vous êtes venus nombreux à Créteil ! Bien plus nombreux qu'on me l'avait prédit, il y a de cela quelques mois, lorsqu'ensemble, nous avons décidé de créer, à Lyon très exactement, La Convention. On me disait que vous aviez disparu. On écrivait volontiers que vous étiez tout juste bons à figurer sur les photographies couleur sépia d'une époque à tout jamais révolue. On vous raillait au motif que vous aviez décidé de résister à l'air du temps, à la violence qui monte, à la démagogie qui s'enkyste et à la confrontation de tous contre tous, que certains s'emploient à vouloir instaurer au cœur de notre pays. Mais vous êtes là. Il m'arrive encore d'entendre certains dire que vous constitueriez une impasse. Mais devant moi aujourd'hui, ce n'est pas une impasse que je vois mais une large avenue peuplée de femmes et d'hommes dont le cœur est rempli d'espérance. Vous êtes déterminés à faire entendre le discours que les peuples du Monde ont appris à aimer de la France. Et par votre détermination, c'est la gauche de gouvernement, celle qui change la vie, que vous cherchez à faire renaître.

La France, vous ne la concevez pas autrement que brandissant l'étendard de son universalisme et revendiquant avec force le refus absolu de l'injustice et de la haine de l'autre. Vous êtes, d'abord et avant tout, d'ardents républicains et vous voulez que notre pays ne cède rien de son attachement irrépressible à la fraternité.

Nous sommes donc ici d'abord parce que nous aimons la France et parce que nous nous faisons de son destin, et de ses devoirs, une certaine idée. Cette idée de la France, nous ne voulons pas la voir abîmée et abaissée.



La Convention

Nous redoutons aussi que les calculs cyniques, de ceux pour lesquels la politique consiste à prendre immédiatement un petit bénéfice sur le tapis vert, ne finissent par ruiner la confiance, sans laquelle il n'est pas d'espérance possible. Mieux que quiconque, nous savons que la politique ne saurait se réduire à une affaire d'appareils à conquérir ou de segments de la société à ramener à soi, comme autant de clientèles, avec pour objectif, d'assouvir on ne sait quelle ambition personnelle. On ne peut susciter de nouveau l'espérance, en demeurant enfermés dans des espaces, dont l'air est depuis trop longtemps vicié par la somme des ressentiments accumulés au fil du temps. Il n'y a pas non plus de meilleur moyen, pour rétablir la confiance, que la sincérité des convictions forgées au fil du temps, et pour être sincère, le chemin le plus sûr est celui de la liberté, celle des cœurs désintéressés qui s'engagent pour des causes qui dépassent des ambitions ou des destins personnels.

En créant La Convention, nous avons donc pris notre risque. Celui d'écrire une nouvelle page de notre histoire commune et d'affronter l'air du grand large, pour dire ce que nous sommes collectivement, par-delà nos appartenances partisans, et apporter la démonstration que nous avons pleinement conscience des défis de notre époque, des erreurs à ne pas reproduire, mais aussi du nécessaire rassemblement des Français.

Oui le rassemblement des Français ! Lorsqu'on me parle d'union de la Gauche je réponds d'abord rassemblement des Français. Non parce que je ne souhaite pas l'Union de la Gauche. Comme vous, je la désire ardemment. Mais parce que les chemins empruntés pour la réaliser ne peuvent en aucun cas contribuer à diviser davantage une Nation déjà fracturée. Ceux qui ont la tentation de la stratégie de la confrontation, sur tout, et à chaque instant, ne réaliseront ni l'unité de la gauche ni l'unité des Français. La seule unité à laquelle ils contribueront est celle de la droite extrême et de l'extrême-droite, pour le plus grand malheur de notre pays.



La Convention

C'est aussi parce que nous sommes conscients de cette impasse funeste, que nous avons créé La Convention, parce qu'il y a un sort à conjurer, et une victoire à rendre possible pour la gauche et les forces humanistes face au Rassemblement national.

Notre récit, nous voulons le voir porter par notre langue. C'est en effet par elle, que les Lumières furent peu à peu diffusées à travers le monde. Et avec elle, l'Universalisme français. Cette langue, la nôtre, n'est pas une langue momifiée. Elle est au contraire encore bien vivante, elle qui contribua à notre rayonnement, en donnant vie à notre culture et à nos œuvres, depuis Villers-Cotterêts jusqu'aux musiques urbaines, en passant par Vigny, Baudelaire, Hugo, Apollinaire et tant d'autres. De cette langue-culture pour un monde multipolaire, on peine hélas à entendre l'écho dans le débat public et, plus grave encore, à identifier la trace dans une pensée politique que nous voudrions toujours à la hauteur de notre grande Histoire.

La France que nous aimons ne se résume pas non plus à une géographie immobile. Elle se révèle davantage à travers des paysages vivants. En métropole et dans les Outre-mer, nos littoraux, nos montagnes, nos campagnes, nos villes et nos quartiers innovent et se transforment. Même si un urbanisme sans vision, et sans amour, les a trop longtemps marqués de son uniformité de béton et d'asphalte.

Langue et lieux, la France est avant tout une idée, portée par des valeurs et des principes. Il nous faut les évoquer, sans trêve ni pause pour ce qu'ils sont, mais aussi pour ce qu'ils ne doivent surtout pas devenir. La liberté n'est pas l'individualisme. L'égalité n'est pas l'uniformisme. La fraternité n'est pas le communautarisme. La laïcité n'est pas le matérialisme et l'universalité n'est pas le globalisme. Ces repères fondent notre Nation républicaine, patrie de citoyens et non de consommateurs réductibles en catégories socio-professionnelles, explicables en *data* ou quantifiables en parts de marché.



La Convention

Les valeurs françaises sont des valeurs humaines. Elles ont contribué, au fil des siècles, à forger un humanisme dont l'ambition n'a cessé d'être universelle.

Dans la Déclaration des Droits proclamée par la Constituante en août 1789, l'article 1^{er} proclame que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits : il ne dit pas que ce privilège serait celui d'un peuple ou d'un pays. Il proclame un principe pour tous, pour l'humanité tout entière. C'est pourquoi la douleur des peuples victimes de la guerre, de la famine, d'un tremblement de terre ou d'un ouragan, est aussi la nôtre. Réciproquement, quand la France est frappée au cœur, comme elle le fut par le terrorisme islamiste, des femmes et des hommes, sur tous les continents, partagent notre chagrin. Pour ces valeurs, dont la Révolution française a fait don au monde, l'on est venu ici depuis des générations, pas seulement pour vivre mieux, d'un travail ou d'un logement, mais pour éprouver le respect du droit et celui de la dignité.

Ouverte sur le monde, confiante dans son avenir, la France est aussi une idée. Elle ne saurait se réduire à une identité figée, en quête d'un âge d'or fantasmé. L'idée de la France est collective et morale. Elle est aussi un lien personnel et initial. « *Ma France / Je n'en finirai pas d'écrire ta chanson* », écrivait Jean Ferrat : chacun, chacune d'entre vous accueille en lui, profondément, intimement, cette part de la Nation.

Mais c'est aussi par l'expérience d'une vie, que chacun contribue à faire battre le cœur de notre propre pays.

La mienne puise au souvenir de mes parents installés dans l'Oise, après avoir quitté l'Algérie, où ils étaient nés, et de l'enfance simple et heureuse passée dans le Valois nervalien ou, dans la torpeur de l'été, au cœur de la fournaise nîmoise, où je découvrais les romans de Mauriac, et quelques autres encore qui m'arrachaient à l'enfance.



La Convention

La France pour moi, ce fut d'abord l'école publique et laïque, à Creil, où mon père exerçait sa mission d'instituteur, en utilisant le temps de ses loisirs pour faire croître le Parti socialiste. Avec mes camarades de classe, nous éprouvions un infini respect pour les maîtres d'école, dont le savoir transmis nous aidait à nous affranchir de tous les autres maîtres, qui auraient pu prétendre diriger nos vies. Je suis fier qu'une école primaire, située à Clarensac dans le Gard, porte aujourd'hui le nom de mon père, qui en fut le directeur jusqu'à sa mort subite, en 1989, alors qu'il enseignait à ses élèves les valeurs de la République. Ces valeurs, transmises par l'école et l'éducation, et au premier rang desquelles figurait le respect dû à chacun, d'où qu'il soit, d'où qu'il vienne, quel que soit son patronyme, ses croyances ou ses origines – ont profondément éveillé ma conscience politique et guidé ma conduite. Elles les guident encore aujourd'hui.

Et puis, il y eut Octeville, Cherbourg, puis Cherbourg-Octeville, dans le Cotentin, dont les habitants m'ont, pendant plus de 20 ans, renouvelé leur confiance, pour être leur maire et leur député. J'aime profondément cette terre de Normandie où l'on mesure, partout où le regard se pose, la puissance maritime de la France, sa tempérance, mais aussi combien compte son industrie et à quel point le choix de l'énergie nucléaire, contribua à notre indépendance énergétique. Cette ville industrielle, où l'on sait que le travail a de la valeur et où la production magnifie les savoir-faire humains, fut, pour moi, cette parcelle de terre provinciale, où la légitimité prend sa source.

Enfin, aimer la France, c'est aussi la servir. Et c'est servir l'État, garant de l'intérêt général et des grands principes qui font ce que nous sommes en tant que Nation. Dans les responsabilités exercées, aux ministères des affaires européennes et plus tard au Budget, comme à Matignon bien sûr, j'ai pu prendre la mesure de la charge. Ce fut pour moi un honneur de pouvoir servir mon pays et je n'oublie pas qu'il a fallu la confiance de François Hollande, dont l'action pour le redressement de notre pays doit être saluée, pour qu'il me soit donné de vivre l'expérience.



La Convention

Mais jamais je n'ai ressenti si intensément l'idée de la France, à aimer et à protéger, que dans mes fonctions de ministre de l'Intérieur, quand notre pays, à Paris, Montrouge, Nice, Saint-Quentin-Fallavier, Magnanville, Saint-Étienne-du-Rouvray, fut attaqué par la barbarie terroriste, par une idéologie, l'islamisme qu'il faut bien qualifier pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un totalitarisme. La défense et l'amour de la France, je les ai vus dans le courage, le dévouement et l'engagement des forces de sécurité, parmi les personnels soignants se dépensant corps et âme pour sauver des vies lorsque le crime abject avait frappé. Qu'un hommage soit rendu aux personnels de la police républicaine, comme à toutes celles et tous ceux qui ont fait le choix, à l'école, à l'hôpital, dans la justice, dans une collectivité locale ou au sein de l'État, du service public, c'est-à-dire du service des Français.

De cette idée qu'est la France, nous aimons tant l'histoire, que nous aurions grand tort de gommer les événements, souvent tragiques, qui l'ont jalonnées et les leçons inscrites dans nos livres. Cette histoire, elle a bien des souvenirs. Cette histoire a plus de mille ans. Bien sûr, la République en est l'accomplissement puisque sa promesse, fait une place à chacun et à tous. Le défi et le devoir de tout républicain sincère est de transformer des droits inscrits en vie vécue, une potentialité en réalité, une Déclaration et une Constitution en actions et en réalisations : l'accès à la connaissance, à un emploi qui permet de vivre dignement et de donner un sens à sa vie, à un logement de qualité, à un environnement sain où l'air n'est pas pollué, mais aussi la possibilité de vivre le plus longtemps possible en bonne santé, de mourir dans la dignité, d'aller et venir en sécurité, de pouvoir créer et entreprendre, de profiter de sa retraite et du temps qui suit une vie de travail. La France doit donc redevenir un projet concret et toute notre énergie doit nous conduire à en réaliser les buts les plus urgents, pour améliorer la vie quotidienne des Français.



La Convention

Mais la France puise aussi à d'autres sources, celles multiples de l'humanisme, qui furent riches de toutes les potentialités de notre histoire : il y eut des capétiens avant les révolutionnaires, des monarchistes avant les républicains, des provinces avant l'État. Et pourtant, la République est une et indivisible. Pour le comprendre, il faut se rappeler ce que fut la Résistance. Cette communauté des cœurs multiples et cependant unis. Au nom d' « *une certaine idée de la France* », celle évoquée par le Général de Gaulle à l'entame des *Mémoires de Guerre*, pour son indépendance et pour sa grandeur, les résistants transcendent différences, divergences, appartenances. Par-delà les clivages, ils portaient un message : « Ensemble, nous sommes la France ». De cette pluralité et de cette unité, naquirent le Conseil National de la Résistance – celui de 1943 – et son Programme : rien moins que le rétablissement de la démocratie, l'instauration de la Sécurité sociale et de la retraite, ou encore la naissance d'EDF ! À l'heure où tant de défis inédits se présentent à nous, sommes-nous encore capables aujourd'hui, nous Français, d'un tel rassemblement pour le pays, pour sa jeunesse et son avenir ? Sommes-nous encore capables, en posant le regard sur ce qui chaque jour nous environne, de nous dire « vive la France » ? Si nous fondons la Convention et si nous en sommes les premiers adhérents, c'est que nous pensons que cela est à notre portée !

C'est pourquoi nous revendiquons la continuité historique de la France, car comme les grands résistants nous l'ont enseigné, nous pensons qu'est Français celui qui veut que la France continue. Mais européens nous le sommes aussi profondément, comme nous sommes fiers d'être citoyens de l'un des pays fondateurs de l'Union. Union sans équivalent dans l'histoire, l'Europe a apporté – on le mesure plus encore depuis l'invasion brutale de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine – la plus longue période de paix à notre continent depuis la Pax Romana. Il faut toujours distinguer le patriotisme du nationalisme, dont le Président Mitterrand disait, à juste titre, qu'il menait à la guerre.



La Convention

Membre de l'Union européenne et au cœur de la communauté internationale, la France a une voix singulière. Sur son territoire et par ses choix, la foi n'y fait pas la loi : depuis 1881, il n'existe pas dans notre pays de délit de blasphème, car on peut croire ou ne pas croire.

L'égalité des droits entre les femmes et les hommes est depuis toujours notre combat. Et bien des conquêtes restent encore à engranger, là où l'an dernier, 147 femmes ont été tuées par leurs conjoints ou ex-conjoints : être humaniste, c'est donc être féministe, sans nous laisser entraîner dans je ne sais quelle guerre d'un genre contre un autre.

En France, la protection sociale est un bien commun : à l'hôpital, on demande une carte vitale et non une carte bleue. C'est tout cela, la France, un projet historique et politique à nul autre pareil sur la planète.

C'est ici, en Europe, que le monde a pris les grands virages de son destin : la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1946, le premier accord universel juridiquement contraignant sur le climat en 2015.

Mais nous sommes ici, rassemblés, parce que nous sommes lucides sur l'état de la France.

Prolonger l'histoire, c'est ouvrir un chemin d'espérance. Voilà pourquoi nous n'appartenons pas au monde des fatalistes et des déclinistes, car la France a des atouts qui peuvent lui donner, dans le siècle, l'avantage.



La Convention

Il y a d'abord la culture, car il y a bien une culture française et un patrimoine exceptionnel à préserver. Ils contribuent ensemble à l'émancipation individuelle, au rayonnement international et au développement de l'économie : 2 % du PIB et 2,5 % des actifs relèvent du secteur culturel, c'est plus que l'industrie agroalimentaire et l'automobile.

Il y a aussi notre jeunesse : un Français sur trois a moins de 29 ans, près de la moitié des jeunes sont le plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur. C'est là un progrès significatif, par rapport aux générations précédentes. Cette jeunesse est en même temps désireuse de s'engager et d'entreprendre. La génération qui l'a précédée se battait pour que la vie fût meilleure. Aujourd'hui, elle se dresse pour que la vie sur la planète demeure encore possible. Il s'agit là d'un combat d'une toute autre nature, qui pose la question essentielle de la finitude du monde, et de la définition du monde dans lequel nous aspirons à vivre. La jeunesse juge sévèrement les errements du passé et notre absence de réactions face aux effets du productivisme sur le réchauffement climatique. Elle s'indigne de la destruction de la biodiversité. À juste titre, elle n'accepte plus que les biens communs, l'eau, l'air et les ressources du sol fassent l'objet d'une exploitation spéculative et incessante de la part d'intérêts privés, nationaux ou multinationaux, qui agissent dans l'ignorance des droits humains, de la santé des populations ou des conséquences sur l'environnement des activités industrielles ou extractives. La radicalité de toute une génération vient de cette impasse et des lâches renoncements de la politique, face aux risques que le productivisme fait désormais peser sur l'humanité. Nous n'avons rien à redouter de la radicalité de la jeunesse. Elle exprime une aspiration profonde à voir les problèmes du monde pris à la racine et traités en tenant compte de la profondeur du défi écologique. Mais nous avons tout à redouter de l'extrémisme, qui pourrait en constituer l'aboutissement et l'impasse, si nous ne parvenons pas à substituer à la colère qui monte, l'espérance d'un monde différent.



La Convention

Pour beaucoup de Français, qui aspirent à la rupture avec le productivisme, l'entreprise demeure cependant une valeur précieuse : plus d'un million se sont créées en 2022, en particulier dans le secteur de l'information et de la communication, ou dans celui des services aux particuliers. L'entreprise doit, elle aussi, participer d'un monde où produire ne doit plus signifier détruire et où la croissance juste et durable doit permettre de rendre toujours possible la réduction des inégalités et la poursuite du combat pour la justice sociale. Vouloir à la fois la décroissance et la réduction des inégalités reviendrait à fonder une promesse sur un mensonge, en désespérant les classes populaires et moyennes du droit au progrès pour leurs propres enfants. Les entreprises doivent affirmer leur raison d'être et la puissance publique doit aider à les transformer en profondeur, en ouvrant davantage leur gouvernance et leur actionnariat aux salariés, qui en constituent l'atout principal, en même temps qu'ils en sont la principale richesse. La verticalité est une maladie de l'époque, qui empêche, jusque dans les entreprises, la possibilité de créer, d'innover ou de progresser socialement, alors qu'il faudrait instaurer, avec les salariés, des relations prometteuses et nouvelles.

La France est la 1^{ère} destination en Europe pour les investissements étrangers. Si elles ne sont pas toujours créatrices d'emplois, ces implantations, ces extensions de sites industriels et de laboratoires de recherche sont un baromètre de la qualité de nos infrastructures – routières, ferroviaires, aéroportuaires, universitaires –, de notre foncier – équipé et connecté –, de la compétence et de la productivité de nos chercheurs, ingénieurs, ouvriers et employés.

Et puis il y a l'énergie, la sève de l'économie. Pendant 20 ans notre filière nucléaire, source d'électricité abondante, décarbonée et à bas coût, a été affaiblie. Un sursaut collectif semble désormais possible et c'est tant mieux, car il est encore temps d'agir pour préserver et développer cet atout de la Nation pour la transition écologique et dans la compétition économique.



La Convention

D'autres atouts français sont à valoriser et à consolider. Nous disposons du 2^{ème} domaine maritime le plus étendu au monde, après les États-Unis. Il constitue une réserve inestimable de biodiversité et un atout stratégique dans le concert mondial. Notre agriculture est garante de notre indépendance alimentaire et c'est grâce à nos paysans – mot noble et métier essentiel à la fois – que nous sommes parvenus, pendant la pandémie de Covid, à éviter la pénurie alimentaire, alors que sous l'effet d'années de désindustrialisation, nous manquons de masques, de blouses et de sur-blouses pour les soignants ou de paracétamol pour les patients. Notre maillage diplomatique est adossé à notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et nos forces armées sont capables de se projeter sur tous les théâtres d'un monde incertain, alors même que depuis le Brexit, nous demeurons la seule armée, au sein de l'Union européenne, à disposer de la dissuasion.

Mais la France n'a pas toujours su valoriser ses atouts en étant suffisamment fière d'elle-même, si bien que le risque du déclassement inquiète désormais les Français.

Le déclassement peut d'abord être professionnel : la mobilité des carrières se fait par le haut. Mais aussi par le bas. Trop de jeunes diplômés sont contraints d'occuper des emplois de niveau inférieur à leurs qualifications. Il y a 30 ans, le titulaire d'un master devenait cadre d'entreprise. Ce n'est plus mécaniquement le cas aujourd'hui et il en est de même dans la fonction publique. Mais il y a aussi, et les statistiques ne le mesurent pas toujours très bien, le sentiment d'une perte de valeur ou de sens dans le travail accompli. Une conception dévoyée du management – fait de verticalité, de rentabilité et de technologie – a oublié le sens du travail et préféré l'application ou la reproduction de standards à la créativité des travailleurs et à l'utilité des métiers. Ce sentiment, nombre de soignants et d'enseignants l'éprouvent, qui se sont sentis progressivement déclassés, mais des salariés du secteur privé le partagent avec eux. Notre pays compte officiellement trois millions de chômeurs. Mais, si l'on ajoute les



La Convention

temps partiels subis, ils sont près de cinq millions. Un million et demi de jeunes ne sont ni en études, ni en emploi, ni en stage. Les réinscrire dans le travail, c'est-à-dire leur permettre de disposer d'un emploi qui leur permette de vivre, tout simplement, c'est les protéger de la pente funeste du déclassement.

Le déclassement, c'est aussi ce que subissent nombre d'adultes, qui vivent moins bien que leurs parents, qui s'étaient pourtant privés pour que leurs enfants occupent une position sociale supérieure à la leur. Malgré des diplômes plus élevés, et alors que tous les jeunes ne bénéficient pas d'un soutien familial, les conditions d'existence et de travail des 15-25 ans sont souvent pires que celles de leurs aînés au même âge : qu'il s'agisse de l'accès à l'emploi de qualité et dûment rémunéré, de l'accès au premier logement, du pouvoir d'achat pour voyager ou se cultiver. Dans notre pays, un jeune sur quatre, vit sous le seuil de pauvreté et la jeunesse sert trop souvent de variable d'ajustement, au sein de notre système de redistribution, qu'il s'agisse des aides de l'État ou encore de la fiscalité. Cela explique pour une large part l'abstention des 18-30 ans aux élections de 2022. Mélange de défiance et de rancœur, qui ne signifie en rien qu'ils sont dépolitisés ou indifférents au sort commun.

Dans notre société, l'absence de travail est source de précarité et d'exclusion. En France, en 2023, la pauvreté touche près de 40 % des personnes au chômage, mais aussi une famille monoparentale sur trois, c'est-à-dire essentiellement des femmes. Mais une fois encore, le fait d'avoir un travail, et donc un revenu, n'est plus la garantie de pouvoir vivre dignement, en mettant les siens à l'abri du besoin. C'est cette réalité sociale, cruelle, et la plupart du temps vécue comme une fatalité, qui fut, en 2018, à l'origine de la révolte des ronds-points. Depuis, l'inflation a aggravé la détresse sociale, réduisant à néant le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes. À notre époque, près de 1,2 million de travailleurs perçoivent des revenus inférieurs à 940 euros par mois. Cette situation est celle d'ouvriers, d'employés, d'indépendants, d'agriculteurs.



La Convention

Le rejet profond de la réforme des retraites s'explique en grande partie par le sentiment de l'injustice, qui ronge la société de l'intérieur, en privant d'avenir les plus vulnérables des Français : après une vie de travail, où le sens et la considération ont trop souvent fait défaut et l'extrême faiblesse du revenu pour vivre a accru la détresse sociale, devoir partir à 64 ans, lorsqu'on dispose de ses annuités, ou plus tard, si elles sont incomplètes, laisse le sentiment du mépris et de la provocation, notamment parmi les salariés de la première et de la deuxième ligne, qui sont très injustement ciblés comme les principaux contributeurs de la réforme adoptée dans les conditions que l'on sait.

Ce qui est injuste devient donc intolérable. Et je suis bouleversé lorsque que je lis cet appauvrissement sur les façades de nos villes moyennes, de nos bourgs ruraux, comme il m'arrive de le percevoir sur les visages abîmés et parfois résignés de leurs habitants. Au sentiment des inégalités qui se creusent, s'ajoute alors celui d'une relégation inexorable des êtres et des territoires, à laquelle l'impuissance publique semble se résigner. Et pourquoi ne pas l'avouer, il est parfois difficile, lorsque cette réalité vient réveiller nos consciences, de dire encore vive la France...

Dans notre Nation, que nous avons voulu une et indivisible, un processus inédit et dangereux de fragmentation vient désormais ruiner l'essence même de la promesse républicaine. Qu'il s'agisse de la présence des usines, des services publics ou des commerces de proximité – qu'une urbanisation inconséquente est venue mettre à mal – les inégalités se creusent, qu'il s'agisse de l'offre de logements à un prix accessible ou de l'accessibilité des transports en commun. De même, pauvreté et insécurité se concentrent dans certains quartiers, en contraste avec la réalité des centres urbains riches et protégés de certaines grandes métropoles. La France pavillonnaire ou péri-urbaine, la « France périphérique » est celle qui ressent le plus durement le sentiment de l'abandon. Pour elle, tout coûte plus cher, notamment les transports, c'est-à-dire la voiture et le carburant, faute d'offre alternative et collective, de bus ou de train.



La Convention

Dans ce sentiment partagé du décrochage, le déclin de l'industrie a agi à la fois comme un signe et une cause, liés à la perte de compétitivité de l'économie, à l'affaissement de notre R&D. Le pays de Pasteur et de Marie Curie n'a pas su concevoir un vaccin anti-Covid avant d'autres, même si c'est un Français qui, aux États-Unis, a pu fonder Moderna et révolutionner les vaccins avec l'ARN messager. La désindustrialisation est aussi la cause de notre dépendance aux productions venues de l'extérieur – des composants électroniques à l'amoxicilline – mais aussi de l'appauvrissement de pans entiers du territoire national, de bassins de vie plongés dans le chômage et la pauvreté, de la perte pour l'économie de savoir-faire stratégiques et de la montée dans notre démocratie d'un vote populiste puissant et désormais enkysté.

Il y a aussi les quartiers populaires, ceux qu'on appelle « la banlieue », comme s'ils étaient mis au ban de la ville et bannis de la vie. Ces territoires perdus de la République sont souvent les plus jeunes de France, ceux où l'envie d'entreprendre et de réussir est souvent la plus forte et où s'exprime à la fois une aspiration profonde à la créativité et à la diversité. Ces quartiers sont aujourd'hui les grands oubliés des campagnes électorales, quand ils ne sont pas instrumentalisés, le temps d'un scrutin, comme le creuset de clientèles à séduire et à conquérir pour faire des voix, plus que pour donner du sens : 6 millions d'habitants vivent dans 1 200 quartiers de la « Politique de la Ville ». Quand parle-t-on d'eux ? Trop souvent lorsqu'un fait divers tragique survient et vient en abîmer le visage. Leurs projets et leurs succès sont-ils mis en avant ? Trop rarement. Le sentiment de relégation y est aussi réel et profond que dans nos villes moyennes, dans nos campagnes et dans les territoires d'outre-mer.

Enfin, il y a l'affaissement continu des services publics, qui prive de leur seul patrimoine ceux qui depuis trop longtemps ne possèdent plus rien. Je pense bien entendu au service public de la santé.



La Convention

Dans les manifestations contre la réforme des retraites, la dégradation de notre système de soins a été l'autre grande raison de se mettre en grève et de marcher dans les rues. La pandémie de Covid-19 a révélé et aggravé une crise qui venait de loin : urgences débordées, hôpitaux endettés, soignants et médecins venant à manquer dans ce qu'il est convenu d'appeler les déserts médicaux. Je pense aussi à la sécurité, à nos policiers, à nos gendarmes, aux femmes et aux hommes de la protection civile, dont les conditions de travail se sont dégradées. Insultés, agressés, blessés par des individus que la violence fanatise et qui dévoient le message populaire des manifestations, ils vivent le regard que l'on porte sur eux comme une manifestation du mépris de leur sacrifice, lorsqu'ils tombent sous le feu de la violence ordinaire, pour assurer la protection des Français. C'est ici oublier que nos forces de l'ordre sont composées de fonctionnaires animés par les valeurs du service public, appliquant la doctrine de leur hiérarchie et soumis à une déontologie et à des sanctions en cas de manquement. Cette réalité que nul qui est républicain ne saurait ignorer rend ignoble, à mes yeux, l'accusation de violence systématique de la police républicaine.

Mais je veux aujourd'hui vous parler de l'école, celle dont la promesse est indissociable de l'espérance. L'école, nous devons la voir comme le creuset d'une ambition de promotion pour tous et d'accès pour chacun à la connaissance, à la culture, aux humanités et au libre arbitre. Le mois dernier, aux concours d'enseignants dans l'académie de Créteil, 737 candidats furent admissibles pour 1166 postes ouverts. Il y a 40 ans, la rémunération d'un enseignant débutant représentait l'équivalent de 2,3 fois le smic ; aujourd'hui, c'est 1,2 fois le salaire minimum. Alors que les mathématiques ouvrent à toutes les technologies, le nombre d'enseignants-chercheurs dans cette discipline a baissé de 8 % depuis 2020. Au sein du classement PISA, la France figure dans la moyenne de l'OCDE pour l'apprentissage des sciences. Sa place s'améliore à peine pour celui de la lecture et de l'expression écrite.



La Convention

Mais malgré des taux de réussite de plus en plus élevés aux examens du secondaire, les inégalités socio-économiques entre les élèves et les établissements persistent, et même se creusent. La réalité est qu'il existe encore dans notre pays une ségrégation scolaire : d'un côté, des établissements publics présents dans les quartiers populaires qui accueillent une grande part des élèves défavorisés ; de l'autre, parfois juste à côté, des établissements situés dans un secteur plus diversifié ou plus favorisé, où tout semble plus facile. Comment, dès lors, ne pas comprendre que l'égalité des chances soit pour les familles les plus modestes une gageure, comme une rive devenue inaccessible ? Il en est de même à l'université, marquée par des conditions inégales de vie et de réussite pour les étudiants. Nous devons faire de l'école, de l'éveil au monde, de l'ouverture à la culture et aux cultures la grande affaire d'une France cherchant à se réconcilier avec elle-même, donnant à chacun sa chance, en allant déceler la part de talent ou de potentialité cachée que chacun porte en lui, comme un trésor et qui ne demande qu'à être découvert. Pour cela, comme dans bien d'autres domaines, ayons la curiosité et la modestie de nous inspirer des meilleures pratiques observées à l'étranger. C'est là aussi la condition de la confiance retrouvée, d'une altérité possible et d'un vivre ensemble faisant écho au projet des pères fondateurs de la République, incarné par ces hussards noirs laïcs et engagés, qui avaient en eux la passion de transmettre et de nous faire vivre ensemble, dans le respect de chacun et dans la fraternité avec tous.

Enfin, la réalité de la France, c'est son endettement écologique, financier et son défaut de civisme.

La dette vitale est d'abord écologique. On peut vivre avec 4 % de déficits publics, mais on imagine mal la soutenabilité des 4 °C supplémentaires de température qu'on voit pourtant se profiler du fait de l'inertie de ceux qui pourraient décider et agir.



La Convention

Alors que la planète est en alerte rouge carbone, certains esprits soucieux de la préservation d'intérêts bien établis se rassurent et martèlent que la France représente 1 % des émissions de CO₂. L'impact des échanges commerciaux, dont le transport, s'agrège aux émissions produites sur le territoire national et lorsque nous importons des biens produits dans des pays dont les normes sociales et environnementales sont dégradées, nous augmentons notre empreinte carbone. En même temps que la France a affaibli sa filière nucléaire d'énergie décarbonée, elle n'a pas tenu non plus ses objectifs de déploiement des énergies renouvelables – qu'il s'agisse de l'hydraulique, de l'éolien, du bois ou du solaire. Mais nous disposons des technologies, des installations, des qualifications pour bâtir ce mix énergétique qui peut seul garantir à terme notre compétitivité, notre souveraineté et notre neutralité carbone. Il y a urgence, comme il y a urgence à accélérer les gisements de sobriété et d'efficacité énergétique que sont les mobilités et l'habitat. Nation où fut signé l'accord de Paris fixant l'objectif de hausse des températures à la fin du siècle à 1,5° C, la France doit amplifier son action climatique en mobilisant, comme y est parvenu le plan national de sobriété énergétique l'hiver dernier, entreprises, collectivités, État, citoyens. La course contre la montre est lancée, comme en témoignent les incendies, les vagues de chaleur, les sécheresses, phénomènes de plus en plus fréquents, précoces et violents.

L'endettement est également financier. Supérieure à 111 % de la richesse nationale – 14 points de plus qu'avant le Covid –, la dette est une fragilité majeure pour notre Nation. Les uns promettent qu'elle ne sera jamais remboursée tandis que les autres se font lanceurs d'alerte tout en multipliant les chèques sans cohérence ni ciblage. Ces deux postures sont siamoises dans l'irresponsabilité. Désendetter la France, c'est défendre notre souveraineté et garantir la soutenabilité de nos finances. Quand la dette atteint 3 000 milliards d'euros et qu'un point de hausse des taux d'intérêt coûte 15 milliards d'euros à l'horizon 2027, la capacité de choisir s'affaiblit et avec elle, la maîtrise de notre destin.



La Convention

Et quand la charge de la dette publique talonne le premier budget de l'État, l'Éducation – alors que nos dépenses publiques sont les plus élevées de la zone euro – le risque est réel de ne pas financer autant que nécessaire la transition écologique dans le logement, l'industrie, les déplacements, et de ne pouvoir agir pour des services publics proches, efficaces, modernes, ou d'investir dans la R&D, la transformation numérique, l'intelligence artificielle ou l'accompagnement des projets des collectivités locales.

À la double dette écologique et financière, un troisième déficit s'ajoute le déficit de concorde. C'est pourquoi nous avons fondé La Convention, tout simplement parce que nous avons la conviction que la plus grave menace sur la Nation, ce sont ses divisions.

De l'actuelle présidence, beaucoup a été dit. Laissons l'exégèse aux commentateurs et aux historiens : nous sommes ici pour préparer l'avenir. Chacun a bien compris que le nouveau monde qu'on nous avait promis n'a rien d'un monde neuf, mais qu'il a parfois tout de l'antédiluvien. Bien sûr, aucune action n'est sans mérite. Celle qui a cours depuis 2017 n'échappe pas à la règle. Je n'ai jamais pensé, moi, que dans « PS », le S signifie sectaire : pourquoi ne dirions-nous pas qu'ont été utiles à la France le dédoublement des classes de CP, puis de CE1, dans les écoles des réseaux d'éducation prioritaire, alors même que nous avons créé 60 000 postes de professeurs lorsque nous gouvernions et rehaussé le niveau de leur formation ? Pourquoi ne pas nous réjouir de la continuation de la politique de production engagée par la gauche avec la BPI, le pacte de compétitivité, les filières de la France industrielle ou encore le soutien – quoiqu'insuffisamment ciblé – aux ménages et aux entreprises au plus fort de la pandémie ? Pour le reste, notre jugement est sévère à l'endroit d'un pouvoir qui se fit élire en revendiquant la gauche de Michel Rocard mais qui a gouverné comme la droite de Guizot. La suppression de l'impôt sur la fortune ? Injuste. L'absence de contribution exceptionnelle des plus hauts patrimoines et des grandes entreprises les plus prospères à la résilience de la société après le Covid ?



La Convention

Encore injuste ! Les 370 foyers les plus fortunés de France qui bénéficient d'un taux effectif d'imposition de l'ordre de 2 %. Toujours injuste ! Le recul de l'âge légal de départ à la retraite ? C'est injuste, car cette décision va pénaliser les travailleurs et les travailleuses les plus modestes.

Depuis 2017, l'injustice domine. Mais elle ne prévaut pas pour tout le monde. Mais une vérité s'impose plus encore : la présidence Macron aura été la présidence des divisions. N'est-ce pas le premier devoir du chef de l'État de veiller à l'unité du pays ? Et la garantit-on, cette unité si nécessaire, lorsqu'on présente nos compatriotes comme autant de « Gaulois » que l'histoire aurait rendus « réfractaires », au point qu'il n'y aurait d'autre politique, pour exercer le pouvoir et s'y maintenir que d'opposer l'urbain et le rural, le public et le privé, les jeunes et les aînés, les premiers de cordée et tous les autres, « les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien » ? De même, si la démocratie représentative doit être reconnue et défendue, car c'est le suffrage universel qui la fonde, la démocratie doit être aussi sociale et territoriale : pourquoi depuis six ans, cet oubli volontaire des corps intermédiaires, l'indifférence aux propositions des partenaires sociaux – pas seulement sur les retraites – comme à celles des collectivités locales ?

Soyons justes quand d'autres ne le sont pas : le chef de l'État n'est pas seul comptable des tensions qui traversent le pays. A la techno-verticalité, s'ajoutent deux fauteurs de tensions.

Pour le national-populisme, les confrontations constituent un gisement électoral : l'extrême-droite ne cherche pas des solutions aux divisions du pays, elle cherche à les accroître. Si tel n'était pas le cas, le Rassemblement national et ses dirigeants rayeraient de leur programme la « préférence nationale » qui signifie qu'il y a pour eux des Français de souche et des Français de papier.



La Convention

Et si tel n'était pas le cas à Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, le parti de Monsieur Zemmour et celui de Monsieur Bardella, épaulés par la nébuleuse réactionnaire, n'auraient pas méthodiquement fait monter la tension à propos du déplacement d'un centre d'accueil des demandeurs d'asile ouvert sur la commune en 2016 à coups de tweets, d'articles et de manifestations – en octobre, en novembre, en février. Sans cette instrumentalisation politicienne et la remise en cause de la signature par la France de la Convention de Genève de 1951, des femmes et des hommes réfugiés sur le sol français, après avoir fui les guerres et les persécutions, n'auraient pas été désignés à la vindicte, ni le domicile du maire incendié par des individus haineux, alors même que son épouse et lui dormaient à l'intérieur. Pour l'extrême-droite, la tension est toujours un tremplin même si elle prend soin, pour dissimuler sa démarche, de revêtir des habits de notables. Mais ne vous y trompez pas. Les apparences ne changent que pour dissimuler une nature qui elle, est demeurée la même.

Voilà pourquoi il est navrant qu'à gauche, un radical-populisme déploie une stratégie revendiquée, de la conflictualité à l'encontre des institutions, de la démocratie représentative et de l'État : précisément parce qu'en agissant ainsi, il contribue à fabriquer du vote RN en quantité industrielle, contribuant à la tension que l'extrême droite espère et à la dédramatisation qu'elle cherche à réussir. Empêcher l'examen à l'Assemblée nationale de l'article portant l'âge de la retraite à 64 ans, quand l'intersyndicale le réclame, rend moins audible la critique de ceux qui ont eu recours à l'article 49.3 de la Constitution pour nier la contestation populaire. Mettre son pied sur un ballon de football, où est accolé le visage d'un ministre n'est pas digne d'un parlementaire, pas plus que chanter la décapitation de Louis XVI pour signifier au Président Macron qu'« on peut recommencer » n'est pas digne d'un conseiller régional.



La Convention

Tout responsable public, parce que ses propos sont publics, doit être responsable : oui, les mots sont des actes ; non, « l'injure et l'invective » ne sont pas des options, ni pour les Français, qui dans leur grande majorité les rejettent, ni pour les électeurs de gauche dont l'espérance est empêchée par l'outrance.

Ensemble, nous fondons La Convention pour réduire les tensions et réunir la Nation. Parce que le peuple n'est ni la foule ni la meute, nous avons de la politique une conception élevée qui n'en fait pas une foire d'empoigne, au détriment du respect qui devrait naturellement prévaloir dans le débat démocratique. Parce que la violence est le langage de ceux qui ont renoncé au langage et que celle des mots entraîne celle des actes, nous disons que la République est son contraire, parce que dans la République la violence est condamnée par le droit, que l'éducation en prévient le possible avènement et que la seule boussole demeure l'amour de la vérité, de l'argumentation, du respect des convictions d'autrui et de la personne humaine.

Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est que nous voulons redonner aux Français un espoir et à la gauche la victoire. Si nous sommes rassemblés à Créteil et si nous engageons ce travail de fond, pour refonder un projet et une espérance c'est parce que nous ne voulons à aucun prix du grand basculement de notre pays vers l'extrême, qui constitue notre principal adversaire, celui contre lequel nous devons affirmer ce à quoi nous croyons, en demeurant fidèle à notre grande histoire, celle de nos rêves et de nos conquêtes, lorsque nous avons eu le courage d'agir en gouvernant.

Nous sommes ici pour faire de la politique, c'est-à-dire convaincre nos concitoyens qu'il n'est pas de fatalité et exercer les responsabilités du pays. Y réussirons-nous ? Je le crois. Nous avons pour cela la volonté et l'opiniâtreté nécessaires.



La Convention

La Nation aspire à un autre chemin que les impasses qui, depuis 2017, lui sont imposées d'élection en élection et la contraignent – avec une abstention croissante – à des choix par dépit ou par défaut, à des votes «contre» plutôt qu'à des choix «pour».

Face à la nouvelle droite qui gouverne le présent, il faut une gauche audacieuse pour construire le futur. Sans décibels mais avec des solutions. Sans flatter des clientèles ni opposer des catégories, mais en dessinant la France telle que nous l'aimons. **Oui, une gauche audacieuse qui a au cœur l'amour de son pays et qui veut changer le réel, voilà ce qu'est La Convention.**

Une gauche française et républicaine car la France et la République sont notre cause.

Une gauche écologique car il n'y a pas de planète de substitution.

Une gauche sociale car aucun progrès n'est possible dans le règne maintenu des inégalités et des discriminations.

Une gauche responsable qui promet ce qu'elle saura accomplir.

Une gauche européenne car dans le monde incertain, l'Europe doit défendre ses valeurs comme ses intérêts. C'est la raison pour laquelle il faut, en France pour 2024, une liste de gauche, résolument européenne, européenne sans ambiguïté, une gauche qui ne confond pas les dictateurs avec les militants du monde libre, qui puisse porter une conviction, des valeurs et une ambition pour la justice sociale, la transition énergétique et aussi pour la paix. Et nous sommes aussi rassemblés à Créteil pour rendre cette liste possible et dire clairement que rien ne pourra l'empêcher.

La Convention, c'est une conviction et une organisation pour des propositions.



La Convention

La conviction – dont tout procède – est que des défis immenses exigent l'unité de la France et la fin de la verticalité stérile pour un renouveau démocratique. Mettre fin aux divisions du présent et affronter les défis du siècle nous invitent à retrouver le sens du mot « collectif », qui indique aussi un chemin. Sortir de notre dépendance au carbone quand la planète est sur une trajectoire de réchauffement de + 3° C – deux fois l'objectif fixé par la COP21 –, c'est un défi collectif. Lutter résolument contre l'immigration illégale et mieux accueillir les personnes qui ont droit au séjour en France, c'est un défi collectif. Adapter notre société au vieillissement et à la longévité – en 2040, un Français sur trois aura plus de 60 ans – avec le souci de l'autonomie, du soin, de l'hébergement digne, du financement et du « reste à charge » pour les personnes et les familles, c'est un défi collectif. Fixer la limite entre l'humain et le monde artificiel – l'intelligence artificielle et ses robots, le vivant artificiel avec les biotechnologies, la nature artificialisée avec toujours moins d'espaces naturels et de biodiversité, c'est un défi collectif. Affronter le réveil des empires, les guerres, la dissémination des armes nucléaires, les pandémies, le terrorisme, le crime cyber, le nouvel ordre rêvé par les multinationales de l'internet et leurs tycoons, et pour cela, bâtir des institutions internationales solides et coopératives, c'est un défi collectif.

Aucune Nation, même avec l'armée la plus puissante, même avec la technologie la plus avancée, même avec la richesse la plus grande, ne pourra seule affronter ces défis. Et la France n'y parviendra pas si, au lieu de miser sur la force du collectif et l'engagement de chaque citoyen, les politiques publiques sont conçues pour des catégories, des segments, des communautés dans l'unilatéralisme de la pensée d'un seul homme. Notre mot d'ordre est l'unité : unité des Français, unité des Européens, unité des peuples du monde.



Faire de la politique aujourd'hui, c'est imaginer une société fondée sur l'action partagée, l'entraide, la coopération. Cette envie de faire ensemble inspirait les 16 000 cahiers de doléances que les maires déposèrent dans les préfectures en février 2019, après le mouvement des Gilets jaunes : j'ai parcouru certains de ces registres écrits par les Français, parfois de simples feuilles libres, et j'y ai vu de la colère et de la souffrance, mais aussi l'aspiration à les surmonter par un engagement positif et commun. Cette envie de réfléchir et d'agir ensemble, nous l'avons retrouvée ces derniers mois dans l'intersyndicale qui s'est constituée contre la réforme des retraites. Elle a permis une mobilisation massive, populaire, pacifique. On peut être différents et unis. On doit contester, à la condition toutefois de construire. Voilà ce que les organisations syndicales ont rappelé avec dignité et responsabilité.

La Convention est une organisation : un alliage d'espérance, pas une alliance de circonstance.

Un ami cher m'a souvent répété : « *On n'a jamais vu une idée traverser une pièce toute seule sur ses jambes* ». Il faut donc continuer à nous organiser. Non par goût des organigrammes saturés et des positions à occuper. Pas davantage parce qu'il faudrait, dans la scissiparité qui traverse notre vie publique en partis, mouvements, fabriques, conclaves, ajouter une chapelle : nous n'avons pas la vocation groupusculaire.

La Convention, c'est un lieu pour forger des liens. Un espace où chaque adhérent apporte ce qu'il estime pouvoir apporter pour contribuer à une œuvre collective.

Un espace de respect et de travail, qui produit des idées et qui a l'aversion du vacarme.



La Convention

Un espace où l'on dit « nous », plutôt que « je », où son initiateur ne se prend ni pour César, ni pour la République. La Convention, c'est un espace de dialogue avec les citoyens qui, chérissant la République laïque et sociale, veulent partager des questions, des réflexions, en vue de construire des solutions. Avec toutes celles et tous ceux qui le voudront, parmi les formations politiques de la gauche. Avec toutes celles et tous ceux qui, dans l'arc républicain, voudront confronter leurs idées aux nôtres car l'humanisme n'est l'apanage d'aucun clan. Avec la société civile, les organisations représentant les salariés et les entreprises, les ONG, les associations, les mouvements de l'éducation populaire. Avec le monde académique, mais aussi celui de la culture et du sport. Avec tous les citoyens qui voudront partager leur expertise et leur expérience. La Convention n'est pas la nôtre, c'est la leur.

Enfin, La Convention est un espace de proximité. Quelques semaines après notre lancement, nous sommes déjà plus de 7 000 en métropole et dans les outre-mers, structurés en 85 groupes départementaux. J'ai été maire pendant 20 ans et de cette expérience, j'ai tiré un enseignement : les territoires sont le seul vrai réseau social. La nouvelle aventure collective à gauche sera nationale et territoriale à la fois : elle doit permettre une nouvelle étape de la décentralisation, avec des responsabilités élargies mais clarifiées pour les collectivités, mais aussi, après des années de démantèlement et d'enchevêtrement, un retour sur le terrain de l'État et de ses administrations déconcentrées car la reconstruction des services publics est une urgence nationale.

Cette conviction que nous partageons, cette organisation que nous constituons, a un objectif : bâtir des propositions pour les Français.

Dans les mois qui viennent, nous allons bâtir des propositions concrètes pour le pays, à la faveur de Conventions décentralisées qui se tiendront partout sur le territoire national.



La Convention

La première aura lieu en automne prochain, en Bretagne, et portera sur l'urgence que constitue la politique du logement, car il faut pour notre pays des réformes qui soient des progrès et que, sur ces sujets, la politique mise en œuvre ne soit pas la plus dramatique des impasses.

Ces dernières années, on a oublié le vrai sens du mot « réforme » : une décision qui apporte une solution à un problème et un progrès aux citoyens. Une solution peut manquer de justice. Inversement, un progrès peut ne pas résoudre durablement une difficulté. Par conséquent, l'efficacité et la justice doivent nous guider dans l'élaboration de nos propositions et, demain, leur mise en œuvre. La crise de la politique procède d'une réalité : les lieux de pouvoir ne sont plus des lieux d'efficacité et de volonté. Et la crise de la démocratie qui en résulte, est aussi celle de l'incapacité à dégager des solutions construites collectivement, auxquelles on préfère volontiers des recommandations techniques sur PowerPoint et tableur Excel ou les déclamations démagogiques alignées en 240 caractères de tweet.

La France ne s'apaisera qu'en rompant résolument avec l'illusion de la verticalité, qui est désormais le mot qui désigne le mieux l'impuissance. De même qu'on ne peut rien contre la volonté d'une femme ou d'un homme, comme aimait à le dire François Mitterrand, on ne gouverne pas non plus contre les aspirations profondes d'un peuple. Et si le peuple est à convaincre, lorsque la réalité présente ses contraintes, c'est par le dialogue et la recherche permanente du compromis qu'on bâtit les réformes les plus audacieuses. On ne prépare pas un texte de loi, sans avoir longtemps consulté ceux auxquels il est censé s'appliquer. On ne fait pas l'économie d'une évaluation des politiques publiques, en y associant pleinement ceux pour lesquels elles ont été conçues, si l'on veut donner rendez-vous à la lucidité et à l'audace.



On ne renforce pas la démocratie, sans le concours d'organisations syndicales fortes, auxquelles on fait confiance pour embrasser l'intérêt supérieur du pays, en faisant le pari du dialogue et du compromis avec elles. On ne rénove pas la vie politique et les institutions, si on ne crée pas des forces politiques suffisamment démocratiques et tournées vers les Français, alors qu'elles sont recroquevillées sur elles-mêmes, qu'elles sont parfois verrouillées et dirigées par des chefs autoritaires ou discréditées par les querelles d'égos, si on a l'ambition d'embrasser les défis du monde, pour le transformer en profondeur. On ne lutte pas contre le populisme en théorisant l'insurrection, sauf à prendre le risque de voir la crainte du désordre susciter une irrépressible aspiration à l'autoritarisme. On ne fait rien de grand, si on ne pense pas que la France est plus grande que chacune et chacun d'entre nous, car la seule aspiration doit être de bien la servir, dans la plus grande abnégation, sans mis en scène, sans cette théâtralisation qui donne le sentiment qu'on se regarde gouverner, en cédant à tous les travers du narcissisme. On ne crée pas le conseil national de la rénovation pour mettre en pièce l'héritage du Conseil national de la Résistance. Bref, on ne se résout jamais, si on est membre de La Convention, à abandonner ses convictions sur l'autel de la séduction, car il n'est pas de plus belle arme en politique que la sincérité.

Voilà le cadre pour bâtir le projet qui doit nous permettre de faire vivre cette idée de la France que nous avons au fond du cœur. Et il y a dans ce rassemblement suffisamment de cœurs ardents pour poursuivre et amplifier le mouvement.



La Convention

Alors, les amis, levons-nous, rassemblons-nous pour constituer une force nouvelle qui fasse naître un nouvel espace d'espérance !

Levons-nous pour que ceux dont la confiance a été ruinée y croient de nouveau, s'engagent et votent !

Levons-nous pour que ceux qui souffrent puissent de nouveau espérer le progrès pour eux-mêmes et leurs enfants !

Levez-vous pour les conquêtes sociales à venir, pour la production juste et durable, pour la vie sur la planète qui demeure notre grand défi !

Levez-vous pour la paix, pour le multilatéralisme, pour l'Europe, pour la consécration du droit face à la force !

Levez-vous pour l'universalisme français, pour le refus du racisme, de la haine et de la violence qui montent, levez-vous pour la France et pour la République que nous chérissons l'une et l'autre !

Levez-vous et rassemblons nos forces pour les victoires auxquelles nous devons contribuer et qui ne dépendent désormais que de nous.

Levez-vous pour l'espérance pour que « Vive la République et Vive la France » !

Bernard Cazeneuve

[Video sur notre chaine YouTube](#)